

**23 avril 2001, Québec**

### **Bilan du Sommet des Amériques**

Nous allons quand même aborder certaines précisions en termes de bilan, fait par le gouvernement du Québec et ses services, du Sommet de Québec, du Sommet des peuples, de la rencontre de la COPA et, de façon générale, des événements qui se sont passés au cours des derniers jours dans notre capitale nationale.

Premièrement, le fond des choses. Le gouvernement du Québec, par son Assemblée nationale et ses diverses instances, avait souhaité que les discussions autour de la création d'une zone de libre-échange des Amériques dépassent les simples questions matérielles. Il faut reconnaître honnêtement que les diverses discussions sont allées au-delà des simples questions matérielles, comme il se devait, puisqu'il fut question, de façon très claire et très affirmative, d'une clause démocratique impérieuse pour faire partie de l'association matérielle de libre-échange. Mais il fut aussi question d'éducation, de santé, de justice, d'environnement, de travail, de diversité culturelle, toutes choses qui débordent la simple liberté de circulation des biens, des services et des capitaux. Évidemment, toutes ces doctrines ne sont pas poussées à leur aboutissement final. Il y a beaucoup de choses qui sont encore générales. Mais se lancer dans une aventure aussi potentiellement extraordinaire que l'intégration des deux continents ne peut pas se préciser dans trois rencontres, encore moins dans une. Donc, il y a beaucoup de travail à faire, mais plusieurs pas dans la bonne direction ont été faits.

Comme vous le savez, le gouvernement du Québec a toujours pensé que la libre circulation des biens était la meilleure façon de créer la richesse et d'enrichir les nations, que ce soit dans son attitude par rapport au libre-échange bilatéral avec les États-Unis d'Amérique, puis trilatéral avec le Mexique ayant débouché sur l'ALENA, et continental. D'ailleurs, les exemples de l'Union européenne le démontrent d'une façon très éloquente. Les pays les moins avancés d'Europe ont profité de façon spectaculaire de leur entrée dans une zone de marché ouvert, qu'on pense aux cas de l'Espagne, du Portugal – les plus spectaculaires –, mais également à celui de la Grèce. Plus près de nous, pensons à Vicente Fox, le président du Mexique, qui dit que les retombées de l'ALENA pour son économie nationale sont également spectaculaires.

Cela ne veut pas dire que parce que la nation s'enrichit tous les problèmes internes de distribution de la richesse de la nation sont réglés. Si on ne crée pas la richesse de la nation, on ne pourra pas la répartir. Alors les problèmes de répartition sont réels, mais ils sont toujours secondaires par rapport aux problèmes de création. En ce sens, on a vu, dans les discours de la plupart des chefs d'État présents au Sommet, qu'ils avaient la préoccupation de répartir la richesse, parfois dans des conditions très difficiles. Le président Fox ne se cache pas du fait qu'il y a 40000000 de pauvres au Mexique. Imaginez-vous être le responsable démocratique d'un pays d'une centaine de millions d'habitants, dont 40000000 sont pauvres. Cela représente une responsabilité écrasante! Plusieurs autres sont dans une situation pire encore. Qu'on pense à Haïti.

Pour ces diverses nations, le fait de créer la richesse nationale est la condition sine qua non pour répartir quoi que ce soit à l'intérieur de ces nations. Pour que cette répartition soit mieux assurée, il est entendu qu'une intégration des Amériques – comportant des buts humanitaires, des buts de véritables opérations internationales, des buts de transfert de savoir de pays à pays et de transfert de richesses par des programmes d'aide, comme ceux auxquels on a fait allusion – est une condition

absolument essentielle pour que le projet soit accepté et acceptable, et qu'il mobilise la jeunesse et les citoyens et les citoyennes de tous les pays concernés. C'est pourquoi il faut rendre hommage au Sommet des peuples. Il ne faut pas oublier qu'est survenu aussi à Québec le Sommet des peuples, indépendamment des conclusions auxquelles nous ne souscrivons pas entièrement; il y a des expressions un peu raides dans les conclusions, reconnaissons-le. Le Sommet des peuples a puissamment contribué à animer les populations, à les informer, à créer un intérêt, parfois négatif au départ, mais qui, après examen, peut bien faire comprendre que, si les précautions sont prises, l'intégration des Amériques est un projet au moins aussi exaltant que l'était l'intégration européenne dans l'immédiate après-guerre.

Il faut aussi reconnaître que les médias québécois ont fait leur travail de fond. La couverture événementielle a été bien faite, mais ce n'est pas tellement ça qui m'a impressionné; c'est le travail de fond. Presque tous les médias se sont livrés à des analyses, les médias écrits ont publié des cahiers spéciaux. Les autres ont fait des émissions spéciales qui allaient vraiment vers les grands enjeux, vers la connaissance des pays aussi. Les médias québécois ont fait en sorte qu'on apprenne beaucoup sur le grand Brésil, le petit Paraguay et l'Argentine. Il y a eu des cahiers spéciaux, des envoyés spéciaux. Cela a fait monter le niveau d'éducation et d'information de notre population au sujet des Amériques, ce qui est une excellente chose.

Il est sûr aussi, en toute bonne foi, je l'ai déjà dit, que les gouvernements nationaux ont manqué de vigilance quant à la transparence, quant à l'information, quant à la connaissance des enjeux par les populations. Je crois qu'après Québec, cela ne se reproduira plus. Des leçons ont été apprises. Déjà notre Assemblée nationale a été exemplaire, puisque c'est la seule qui a fait connaître les textes aux parlementaires, à huis clos il est vrai, parce que nous nous étions engagés à ne pas les divulguer, mais au moins on les a fait connaître à nos parlementaires. On est les seuls à avoir fait ça. Je suis sûr qu'au prochain Sommet, tout le monde va le faire, va faire plus, et que les textes seront connus. Je souligne aussi que notre Assemblée nationale est la seule à avoir fait un débat formel, qui a eu lieu sur le parquet, et une commission parlementaire qui a produit un rapport élaboré bien avant que nous soyons rendus à la date du Sommet.

Ce que je veux souligner aussi – je le prends par le grand angle avant de l'aborder par un côté un peu plus petit –, c'est l'absence du Québec, du gouvernement national du Québec au Sommet de Québec. C'est un puissant instrument pédagogique pour faire comprendre la nécessité moderne des souverainetés nationales et celle du Québec. Les nations qui sont venues nous visiter, au siècle dernier voire au précédent, à commencer par les États-Unis d'Amérique en 1776, ont acquis leur souveraineté nationale. C'est pour ça qu'elles avaient le droit de s'asseoir à la table et de présenter leur point de vue. Dans un contexte où ces tables internationales sont beaucoup plus importantes – quand les pays de l'Amérique latine ont fait leur indépendance, il n'y avait presque pas de vie internationale, regardons les choses en face –, mais aujourd'hui ces tables internationales décident de choses vitales pour les citoyens et les citoyennes. Ce qui veut dire, en clair, que le prix de la non-souveraineté du Québec, c'est de voir le pouvoir démocratique s'éloigner des citoyens et des citoyennes du Québec, s'éloigner de notre Assemblée nationale. On l'a bien vu là. Des choses se sont décidées, ici à Québec, dans notre capitale nationale, non pas par notre Assemblée nationale, non pas par la Chambre des communes à Ottawa, mais par une assemblée supranationale à laquelle nous ne participions pas. Du temps de René Lévesque, du temps d'André d'Allemagne et de Pierre Bourgault, la souveraineté était assise sur la grande argumentation classique, puissante et forte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à se gouverner, l'intérêt national, etc. S'ajoute aujourd'hui un argument d'une extrême puissance et de modernité: les peuples, s'ils ne veulent pas

perdre le contrôle sur une grande partie de leur vie démocratique, doivent être souverains et présents aux tables internationales où ces choses se décident.

Si je le reprends par le moins grand angle, je pense que la population a Compris, au Québec, à la hauteur de 70 pour cent, et même au Canada – que le gouvernement du Canada, je regrette de le dire, n'a pas été correct, n'a pas été équitable vis-à-vis le peuple et la nation québécoise, n'a même pas été poli. C'est à la population de juger, mais ce qu'ils ont fait, ça ne se fait pas. Il aurait été si facile de permettre aux élus québécois de souhaiter la bienvenue aux nations qui nous visitaient, de permettre aux élus québécois d'être présents à des choses aussi conviviales et fraternelles qu'un service religieux par exemple – on est rendu loin, là! En tout cas, je ne veux pas rouvrir de débats odieux sur cette question, mais je pense qu'il faut prendre acte. Il faut aussi prendre acte du fait que, si le Québec avait été souverain, aucune de ces frictions n'aurait eu lieu. Le Québec aurait été à la table, comme le Mexique, le Honduras ou l'Équateur, point.

Je dois dire aussi que, sous l'angle de comparatif en tout cas, notre corps de police national s'est comporté d'une façon exemplaire. J'ai été présent à Davos. J'ai vu ce qui s'est passé avec les autorités policières du Canton des Grisons. J'ai vu la télévision pour Seattle, j'ai vu la télévision pour Prague, pour Nice et, somme toute, les choses ont été faites convenablement, avec peut-être une petite difficulté en fin de processus, à la prison d'Orsainville. Je pense que mon collègue Ménard, que je félicite d'ailleurs, ainsi que les hommes et les femmes de troupe de la Sûreté du Québec, se sont bien acquittés de leurs tâches extrêmement difficiles. J'ai pu observer moi-même, à un moment donné, du haut d'un immeuble, ce qui se passait en bas. J'ai vu des agents recevoir des pavés et crouler au sol, être évacués par leurs camarades sans qu'aucune manifestation d'agressivité, de représailles ou de vengeance ne s'ensuive. Ça prend un certain sang-froid, un certain professionnalisme et un certain courage, il faut le reconnaître.

La manifestation du Sommet des peuples a été extraordinairement pacifique et exemplaire. On me dit d'ailleurs que les services d'ordre syndicaux ont très bien joué leur rôle. On sait que, traditionnellement, la Fédération des travailleurs du Québec et la CSN sont capables d'assurer l'ordre dans les manifestations. Ils l'ont bien fait, mais il faut se rappeler que les manifestations peuvent être infiltrées par des casseurs qui ont un comportement antidémocratique et antisocial, qui ne sont pas de petits saints et qui ne méritent aucune sympathie.

Ceux qui méritent de la sympathie par ailleurs, ce sont les habitants du quartier Montcalm, du quartier Saint-Jean-Baptiste, du quartier Saint-Roch, qui ont été mis à rude épreuve dans leur existence domestique. Ils n'ont pas choisi qu'un sommet international ait lieu dans leur quartier. Alors ils méritent évidemment notre sympathie. Leur députée, notre collègue madame Maltais, les a, semble-t-il, réconfortés à tous les moments.

Qu'est-ce qu'on a fait pendant le Sommet, ma collègue et moi, puisque nous n'étions pas au Sommet? Eh bien, on a fait beaucoup de choses. Vous savez qu'on a invité le Sommet des peuples (allocution du lundi 16 avril) dans notre Assemblée nationale. J'ai pu parler à ces gens et leur donner le message québécois. Nous avons reçu, à l'Assemblée nationale toujours, une séance de la Conférence parlementaire des Amériques (COPA) (allocution du mercredi 18 avril) où nous avons pu également discuter, exprimer notre point de vue. Nous avons fait plusieurs rencontres bilatérales: avec la présidente du Panamá, les présidents du Mexique, du Chili, de l'Argentine.

D'ailleurs, je signale que le président de l'Argentine, un grand monsieur, un gran señor, a remercié –

contrairement au premier ministre du Canada – le gouvernement du Québec pour son hospitalité. Cela ne vous a pas échappé, je l'espère en tout cas. Nous, cela ne nous a pas échappé. On a vu là un geste de politesse et de gentillesse extrêmement estimable.

Durant cette période, j'ai pu voir aussi, parce qu'il était ici, le Secretary of Commerce (communiqué du 21 avril) des États-Unis d'Amérique, le ministre du Commerce. Nous avons parlé de notre obsession commune, ces semaines-ci, c'est-à-dire le bois d'œuvre. On a fait une bonne revue de la question du bois d'œuvre. Avec les autres, il y a eu aussi des sujets très intéressants, mais plus généraux, qui ont été abordés. En gros, c'est notre bilan.

Pour plus d'information sur la place du Québec au Sommet, consultez le site D'Amérique et d'avenir préparé par le ministère des Relations internationales.